



Internationale Socialiste des Femmes

INTERNATIONALE SOCIALISTE DES FEMMES

Réunion du Conseil

Saint-Domingue, République dominicaine, 25-26 janvier 2019

Systèmes de protection sociale, accès aux services publics et infrastructures durables pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

RÉSOLUTION

L'Internationale socialiste des femmes (ISF) se félicite du thème prioritaire de la CSW63 « Systèmes de protection sociale, accès aux services publics et infrastructures durables pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles » et encourage résolument une action urgente face aux graves problèmes dans ces domaines. L'inclusion de ce principe dans l'Internationale socialiste indique déjà que le débat sur l'égalité entre les femmes et les hommes progresse. Il évolue chaque jour dans les discussions internes de chaque pays et dans le mouvement mondial mené par les pays socialistes affiliés. L'élargissement de ce débat fournit un terrain fertile pour le lancement de la campagne 'Tous pour l'égalité 50-50'. 30 % était un minimum ; nous nous battons désormais pour l'équité, pour une participation égale des femmes au pouvoir et à la prise de décision. Sachant que de nombreux camarades se joignent à ce combat, nous demandons à tous les hommes socialistes et féministes de ne faire qu'une voix avec l'Internationale socialiste des femmes dans cette revendication. Participer, c'est garantir la représentation de nos demandes, de notre vision du monde et du futur que nous souhaitons. L'inégalité sociale et l'aggravation de l'exploitation par le travail sous ses diverses formes exigent de nouvelles stratégies pour faire face aux effets du capitalisme à tous les stades de son développement.

L'ISF est alarmée par le fait que le droit fondamental à la sécurité sociale, qui est reconnu par plusieurs instruments juridiques internationaux, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, ne soit pas une réalité pour 55 % de la population mondiale, soit quatre milliards de personnes*. Il est inacceptable que la majorité de la population des femmes, des hommes et des enfants du monde entier ne bénéficient d'aucune protection sociale malgré leur détresse. Plusieurs milliards de personnes vivent dans une souffrance extrême, sans soutien dans les périodes de grande vulnérabilité, notamment pendant l'accouchement, la maladie et la vieillesse. Elles sont seules en proie à de graves difficultés financières pendant de longues périodes. De surcroît, 29 % seulement de la population mondiale ont accès à l'éventail complet des services publics requis pour assurer leur sécurité, leur santé et leur bien-être*. La majorité bénéficie d'un niveau d'aide minimal, sous forme de paiements d'urgence ponctuels en espèces, qui ne soulage qu'en partie leur souffrance et leur dénuement. Cette situation exige des solutions de protection sociale urgentes et durables pour venir en aide aux milliards de citoyens et citoyennes désespérément dans le besoin afin de leur redonner espoir. La protection sociale comme réponse aux demandes des mouvements de travailleurs doit remplir un double rôle. En plus de garantir les droits sociaux fondamentaux d'accès à la santé publique, au bien-être et à la prévention, elle doit viser le développement de la conscience critique des travailleurs pour mobiliser les mouvements de résistance.

Dans le monde entier, les femmes et les filles continuent d'être la catégorie la plus délaissée par les systèmes de protection sociale, alors qu'elles sont incapables d'accéder aisément aux services publics. Les inégalités femmes-hommes révèlent l'aggravation des formes d'exploitation et d'oppression des femmes, sur le marché du travail, mais aussi dans tous les aspects de la vie. Cet impact se manifeste dans l'exposition accrue aux risques et aux vulnérabilités sociales. Malgré cela, certaines régions ont fait des progrès en améliorant, par exemple, les indemnités de maternité et les plans de retraite. Ce constat illustre les gains des mouvements féminins dans le monde entier, malgré les obstacles à leur participation

politique effective.

Malheureusement, d'inquiétants pas en arrière sont également constatés, en particulier depuis la crise financière de 2009; les mesures d'austérité sous forme de coupes budgétaires et de réduction des services publics ont porté préjudice aux femmes d'une multitude de façons : elles ont aggravé leur pauvreté en les chassant du secteur public, en supprimant ou en réduisant leur accès aux services de santé sexuelle et procréative et aux services de soins maternels et infantiles ; en réduisant l'aide apportée aux victimes de violences. Ces reculs doivent être enrayerés ; les droits et les besoins des femmes sont bien trop importants pour être relégués au second plan lorsque le climat politique change. Il est essentiel que la protection sociale des femmes et des filles soit constamment sous le feu des projecteurs de la scène politique mondiale et qu'une priorité urgente lui soit accordée. Nous devons couper court à l'avancée du conservatisme dans les gouvernements nationaux de toute urgence, pour que cessent les retours en arrière et pour rétablir les niveaux précédemment atteints, désormais menacés dans ce contexte mondial.

Les systèmes de protection sociale qui existent n'offrent pas aux femmes ce qu'elles sont en droit d'attendre car, entre autres raisons, ils ne tiennent pas compte des dures réalités et des contraintes de la vie quotidienne d'un grand nombre d'entre elles. Les femmes continuent d'assumer la plus grande part du travail domestique et familial. Elles sont ainsi éloignées d'éventuelles ressources sociales, parce qu'elles ne peuvent pas quitter leur domicile ou leur quartier, ou parce qu'elles ne disposent d'aucun moyen de transport. Un grand nombre d'entre elles n'ont pas de ressources financières propres ou ont des ressources très limitées et sont automatiquement exclues parce qu'elles n'ont pas les moyens de se procurer ne serait-ce qu'un ticket de bus. Il faut, de toute urgence, veiller à ce que les programmes de transferts soient conçus en tant que droit garanti, en tant qu'engagement à une répartition plus égale du revenu, contre l'extrême concentration des richesses entre les mains de quelques familles. S'il est vrai qu'une telle mesure est insuffisante, elle n'en illustre pas moins une position claire des partis socialistes à l'égard du processus de répartition des richesses produites par la société, bien qu'elle demande encore un accès garanti à d'autres biens et services publics gratuits et de bonne qualité pour l'ensemble de la population.

Les autres obstacles majeurs à l'inclusion des femmes et des filles dans les systèmes de protection sociale sont les normes culturelles restrictives qui contrôlent leurs faits et gestes. Les femmes et les filles qui se marient - en particulier les mariages précoces et les mariages forcés - qui divorcent, qui deviennent veuves ou dont le partenaire part chercher du travail ailleurs peuvent devenir extrêmement isolées et vulnérables. Les changements de culture ne se font pas du jour au lendemain, mais notre lutte solidaire et incessante contre les obstacles à la liberté des femmes les rend possibles.

Le financement d'infrastructures appropriées est essentiel pour que femmes et filles puissent accéder facilement à la protection sociale et à des services d'un coût abordable. Dans la pratique, les solutions peuvent prendre maintes formes, dont des dispensaires et des maternités mobiles, des services de transport de proximité ou l'augmentation du nombre de places dans les structures de garde d'enfants. Il existe bien des solutions en faveur de l'inclusion des femmes, mais elles ne sont ni étudiées ni mises en œuvre dans un bien trop grand nombre de cas. Notre mission se veut une mission de transformation de la volonté politique mondiale en action pour financer et mettre en œuvre des programmes permettant à tous et à toutes d'accéder à une protection sociale d'un coût abordable. De toute urgence. Outre le travail inlassable des groupes locaux et des ONG, nous disposons désormais des images vidéo, des médias internationaux et des réseaux sociaux, autant d'outils puissants dont nous pouvons tirer parti pour avancer et faire entendre les voix des femmes. Ce travail est crucial. Quand des femmes et des filles sont brisées et sans soutien, comme des millions le sont chaque jour dans le monde entier, notre famille mondiale perd une sagesse, des compétences, des talents et des connaissances précieux et irremplaçables. Les femmes ont prouvé qu'elles sont indispensables pour maintenir la paix et assurer la cohésion sociale, qu'elles sont parfaitement capables de gouverner des communautés et des nations. Le monde a besoin d'un équilibre de toute urgence. Sans plus tarder, nos sœurs et nos frères du monde entier doivent être honorés comme des égaux et contribuer ensemble aux actions de développement de nos nations.

Les femmes savent ce qui servirait leurs intérêts. Malheureusement, dans de beaucoup de cas, la question

ne leur est jamais posée et la possibilité de s'exprimer ne leur est jamais accordée. L'ISF à la conviction qu'un changement durable pour autonomiser les femmes et exige avant tout d'encourager la participation politique des femmes pour veiller à ce que les questions qui les concernent soient soulevées et à ce que les systèmes de protection sociale soient adaptés à leurs besoins et à ceux des filles. Quand les hommes et les femmes travaillent sur un pied d'égalité, chacun contribuant avec son point de vue, nous avons les germes d'une vraie égalité des sexes dans l'intérêt de la communauté mondiale toute entière. Aussi, l'ISF demande à tous les partis socialistes affiliés à l'IS d'ajouter leur force et leur pouvoir au combat pour l'égalité.

L'ISF déclare que l'engagement à des progrès rapides en matière de protection sociale des femmes et des filles doit être réaffirmé de toute urgence. Sans une protection sociale égale des deux sexes, l'égalité femmes-hommes dans la société, indispensable à la paix et à la prospérité durables dans le monde, est impossible.

En faveur d'une offre accrue de services publics et d'infrastructures sociales et d'une plus grande inclusion des femmes et des filles dans les systèmes de protection sociale, l'ISF engage ses membres et groupes affiliés à :

- *Respecter* les principes des droits humains et du travail décent dans la formulation et la mise en pratique des politiques en matière de protection sociale et de services publics.
- *Incorporer* dans leurs professions de foi locales et nationales des objectifs spécifiques de protection sociale et d'accessibilité des services publics, ainsi que des recommandations en faveur de l'inclusion et de l'accès des femmes et des filles, afin que les questions de protection sociale restent des priorités politiques.
- *Dénoncer* les normes acceptées dans les systèmes de protection sociale qui excluent ou ignorent les besoins des femmes et des filles, y compris les problèmes de fourniture, d'accès et de coût des services publics essentiels, comme les soins obstétricaux.
- *Faire pression* pour obtenir l'affectation de ressources financières suffisantes au niveau national, afin que tous les membres de la société, y compris les femmes et les filles, bénéficient d'une protection sociale adéquate, mais aussi à dénoncer haut et fort toute érosion de ces ressources.
- *Recueillir* des données qualitatives et quantitatives ventilées par sexe, conformément aux normes internationales, qui seront utilisées pour le suivi et l'évaluation des politiques de protection sociale, pour les modifier et pour formuler de nouvelles politiques qui soient plus sensibles au genre.
- *Rappeler* aux communautés et aux régions la contribution des femmes et des filles à la prospérité sociale et économique, pour encourager un changement de mentalités et nouer un dialogue continu qui reconnaisse la valeur des femmes et des filles et qui les honore.

* https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_601903/lang--en/index.htm